

Vague de protestations après l'agression d'un journaliste burundais à Bujumbura

@rib News, 03/08/2015 – Source AFP Reporters sans Frontières (RSF) a "dénoncé avec force" lundi "l'odieuse agression" du correspondant de l'AFP et de RFI au Burundi, Esdras Ndikumana, arrêté et roué de coups dimanche, après l'assassinat à Bujumbura du bras droit du président Pierre Nkurunziza. L'Agence France Presse et Radio France internationale (RFI) ont toutes deux condamné cette agression et annoncé qu'elles demanderaient des explications aux autorités burundaises.

Esdras Ndikumana, journaliste expérimenté et considéré comme l'un des meilleurs spécialistes de la région, a été arrêté par les forces de sécurité gouvernementales alors qu'il prenait des photos sur les lieux de l'attaque à la roquette contre le général Adolphe Nshimirimana, un proche du chef de l'Etat. Retenu deux heures dans leurs locaux, il a rapporté avoir été violemment frappé au dos, aux jambes et sur la plante des pieds, avant d'être relâché et hospitalisé. "Ses jours ne sont pas en danger, mais il est en état de choc et présente de sérieuses contusions", a précisé RFI lundi dans un communiqué. "Le groupe France Médias Monde (RFI, France 24, Monte Carlo Doualiya), dont les correspondants et envoyés spéciaux ont déjà été mis en difficulté d'exercer leur métier au Burundi au cours des dernières semaines, condamne fermement cette agression intolérable contre un de ses journalistes dans le cadre de ses fonctions, et lui apporte tout son soutien", indique le texte. "RFI a officiellement protesté contre cette agression auprès des autorités burundaises, et va leur adresser une lettre, conjointement avec l'AFP, pour demander des explications et exiger qu'elles garantissent la sécurité de ses collaborateurs au Burundi afin qu'ils puissent continuer d'exercer librement leur mission d'information", ajoute le communiqué. La directrice de l'Information de l'AFP Michèle Lacroix s'était déclarée d'avis dimanche "très choquée" par cette agression. "Nous allons demander des explications aux autorités du Burundi ainsi que l'assurance qu'un tel incident ne puisse se reproduire. Notre correspondant doit pouvoir continuer à exercer sa mission d'information en toute sécurité", avait-elle ajouté. De son côté, RSF a appelé les autorités burundaises à "protéger les journalistes qui tentent de poursuivre leur travail d'information", dans un communiqué lundi. "C'est avec stupeur et colère que nous avons appris l'odieuse agression, qui s'apparente à un acte de torture, du correspondant de RFI et de l'AFP", a déclaré Christophe Deloire, secrétaire général de RSF, cité dans le communiqué. "Nous demandons aux autorités l'ouverture immédiate d'une enquête afin d'identifier et de punir les auteurs de cet acte barbare. (...) Les autorités doivent impérativement assurer la sécurité des professionnels des médias afin qu'ils puissent exercer librement leur travail d'information auprès de la population burundaise et internationale", a-t-il ajouté. Esdras Ndikumana a également reçu le soutien de l'Association des journalistes d'Afrique de l'est (EAJA) qui a appelé les forces de sécurité à s'expliquer sur "cet acte de cruauté". "Il est clair que le but de cette arrestation et de ces mauvais traitements était d'intimider et d'effrayer le journaliste Esdras Ndikumana", a déclaré Muheldin Ahmed Idris Titawi, président de l'EAJA, cité dans le communiqué. "Les médias sont visiblement ciblés. Cela doit cesser" Le Burundi traverse de violents remous politiques depuis fin avril, début d'un mouvement de contestation contre la perspective d'un troisième mandat de Pierre Nkurunziza. Malgré des violences qui ont fait une centaine de morts et un coup d'Etat avorté mi-mai, le président Nkurunziza a été officiellement réélu fin juillet, lors d'un scrutin contesté par l'opposition sociétale civile et plusieurs pays occidentaux. Depuis mai, beaucoup de médias indépendants ont été contraints de fermer et de nombreux journalistes, cibles de menaces ou d'attaques, ont dû fuir le pays ou se cacher.